

Alain Chouraqui : « La secousse des législatives est forte, mais rien n'est écrit »

INTERVIEW. Le président de la Fondation du camp des Milles explique pourquoi la France pourrait basculer dans un régime autoritaire.

Par [Audrey Emery](#)

Publié le 07/07/2024 à 06h00

https://www.lepoint.fr/politique/alain-chouraqui-la-secousse-des-legislatives-est-forte-mais-rien-n-est-ecrit-07-07-2024-2564972_20.php



Pour Alain Chouraqui, président de la Fondation du Camp des Milles, la démocratie française est à un moment critique et peut basculer vers un régime autoritaire. © Patrick Aventurier-pool/Sipa. © Patrick Aventurier-pool/Sipa
Temps de lecture : 9 min

Voilà déjà quelque temps qu'il répète que notre démocratie est sur une ligne de crête. Directeur de recherche émérite au CNRS et président de la Fondation du camp des Milles – site mémorial situé près d'**Aix-en-Provence, d'où environ 2 000 hommes, femmes et enfants juifs ont été déportés vers Auschwitz par le régime de Vichy** –, Alain Chouraqui a démontré à l'issue de quinze années de recherches pluridisciplinaires l'existence de mécanismes communs aux engrenages qui ont conduit au XX^e siècle à la Shoah et aux génocides des Arméniens, des Tziganes et des Tutsis du Rwanda. Un processus qui, selon l'auteur du *Vertige identitaire* (Actes Sud), peut encore conduire à un régime autoritaire, voire de terreur.

Pour objectiver autant que possible ce risque, il a créé un indice d'analyse et d'alerte républicaine et démocratique (AARD), qui combine plusieurs éléments statistiques et permet de situer à quelle étape en est la société. La première correspond à l'émergence de l'extrémisme identitaire ; la seconde, à la bascule de la démocratie à un régime autoritaire ; et la troisième, à l'extension des persécutions et des menaces contre tous. Avec une multiplication par six entre 1990 et 2023, l'indice AARD place

aujourd'hui la France au milieu du gué, ouvrant « une forte possibilité d'évolution institutionnelle vers l'instauration d'un régime autoritaire », estime la Fondation. Explications de son président.

Le Point : La France serait prête, selon votre Fondation, à basculer dans un régime autoritaire. Comment en est-on arrivé là ?

Alain Chouraqui : Notre indice d'analyse et d'alerte républicaine et démocratique (AARD) est fondé sur une analyse scientifique de l'expérience tragique de l'humanité, des processus qui ont conduit des peuples en Europe, en Asie, en Afrique, à balayer les remparts que leurs cultures avaient édifiés contre la barbarie et pour les droits humains. On constate que la violence du pire arrive chaque fois selon un engrenage nourri par des extrémismes identitaires qui instrumentalisent de vraies préoccupations.

À lire aussi [Pierre-Henri Tavoillot : « Il y a une perspective réelle de non-gouvernement de la France »](#)

La France est aujourd'hui au milieu de l'étape médiane du processus, celle qui peut voir le basculement de la démocratie vers un régime autoritaire. La première séquence de cette étape décisive est marquée historiquement par une perte de repères collectifs, des institutions ébranlées, une contestation des élites, une brutalisation de la société et surtout des crispations identitaires.

Ces caractéristiques historiques sont aussi les ressorts de l'évolution actuelle en France, avec comme moteur principal la montée des tensions puis des extrémismes identitaires, y compris bien entendu le terrorisme islamiste. Juste après le basculement autoritaire apparaissent historiquement des internements arbitraires, des violences politiques ciblées, des atteintes à l'indépendance de la justice et des médias.

Dans ce contexte, la dissolution de l'Assemblée nationale peut-elle agir comme un accélérateur de l'Histoire et nous précipiter vers ce type de régime ?

C'est possible car la secousse est forte. Mais rien n'est écrit et, dans ce type de moments clés, le rôle des citoyens, des associations, des organisations est décisif. Sur notre ligne de crête entre démocratie et autoritarisme, la société civile peut compter alors autant sinon davantage que les responsables politiques, civils et militaires. Souvenons-nous du rôle régulateur des grands syndicats en mai-juin 1968, mais aussi de la grande manifestation gaulliste qui mit fin au « moment 68 ».

L'extrémisme identitaire est le principal moteur des engrenages historiques ayant mené au pire

Que répondez-vous à ceux qui disent : « On n'a pas essayé » ?

En ironisant sur le fait que l'on n'a pas non plus « essayé » de se laver avec de l'acide, sûrement plus efficace qu'un simple bain. Je répondrais surtout que c'est faux : qu'il s'agisse du Brésil ou de la Hongrie, les régimes autoritaires et/ou identitaires ont montré leurs effets destructeurs sur la démocratie et en particulier sur l'indépendance des contre-pouvoirs, de la justice, des médias, ainsi que leur incapacité à remplir leurs promesses sociales, et souvent leur incompétence... Les Britanniques n'avaient pas « essayé » le **Brexit**, qui leur coûte cher.

À lire aussi [Avec ses candidats, le RN rattrapé par ses vieux démons](#)

Vous avez observé que l'obsession identitaire est un mécanisme fondamental dans la montée des extrêmes, mais les frustrations qui s'expriment dans le vote RN semblent plutôt liées au pouvoir d'achat, aux sentiments d'insécurité et d'abandon...

Oui, l'extrémisme identitaire est le principal moteur des engrenages historiques ayant mené au pire. Le souci sécuritaire est lui aussi souvent lié à une question identitaire. Mais cela n'exclut évidemment pas, comme le confirment les sondages, les questions de pouvoir d'achat, de déclassement et d'abandon, qui sont le socle du mal-être et du ressentiment que les extrémismes instrumentalisent en attisant des jalousies et le rejet de l'Autre, et en ciblant des boucs émissaires.

Face à la montée de l'antisémitisme d'extrême gauche, Serge Klarsfeld déclare que le RN « a fait sa mue » et « soutient les Juifs ». Vincent Lemire et Arié Alimi distinguent au contraire l'antisémitisme « contextuel » de certains LFI de l'antisémitisme « ontologique » du RN. Comment réagissez-vous à une telle confusion ?

L'histoire douloureuse et les combats de Serge Klarsfeld méritent un respect absolu et un effort de compréhension de sa position face à une terrible polarisation du débat public. De même que nous respectons d'autres anciens déportés ou résistants qui ont adopté des positions opposées face aux extrêmes tout en se prononçant généralement, comme Serge Klarsfeld, pour un vote au centre lorsqu'il est possible.

La démocratie n'est pas seulement une élection, elle repose sur d'autres grands principes au premier rang desquels les droits et libertés.

Mais de notre côté, nous avons tenu à rappeler quelques grands repères tirés de l'Histoire en initiant un Manifeste international d'une quinzaine de mémoriaux, d'Auschwitz à Oradour, appelant à « s'opposer démocratiquement aux dynamiques puissantes d'exclusion et de rejet de l'Autre que provoquent les idéologies sectaires et les partis qui s'en inspirent ».

En nous joignant aussi à une Déclaration commune des Fondations de la Résistance, de la France libre et de la Mémoire de la Shoah, qui, je les cite, « portent le message de ceux qui, à l'époque la plus tragique de notre Histoire, ont lutté contre le régime de Vichy, contre le nazisme et contre toutes les discriminations que leurs idéologies comprenaient. Rien ne peut justifier un retour, même atténué, d'une forme de leur héritage aux responsabilités en France, au risque de revoir progressivement revenir les atteintes aux libertés qui en ont fait intrinsèquement partie. Rien ne peut justifier de transiger avec les valeurs démocratiques, sociales et humanistes qui fondent notre identité nationale ».

À lire aussi [Législatives : entre le RN et LFI, le tiraillement politique des juifs progressistes](#) Dans le Manifeste que vous citez, vous appelez aussi à dresser un « barrage civique » face aux « extrémismes identitaires ». **Le front républicain constitué cette semaine à la hâte peut-il jouer ce rôle quand il amène à devoir voter parfois pour LFI ?**

Sans aucun doute, car il permet à la majorité des électeurs, qui n'ont pas voté au premier tour pour un parti extrémiste, d'avoir un seul débouché électoral commun donc plus puissant pour faire barrage aux extrémismes identitaires. À chacun bien sûr d'appliquer les leçons de l'Histoire à notre situation nationale et à sa situation locale.

Au terme fascisme s'est substitué celui d'illibéralisme pour définir les populismes actuels. Ce concept vous semble-t-il pertinent ?

Ce mot a l'avantage de faire référence au recul des libertés fondamentales. Mais je préfère parler de régime hybride, de régime autoritaire ou de dictature selon le niveau de non-respect des droits et libertés démocratiques. L'expression démocratie illibérale est bien sûr un oxymore trompeur, comme l'avait évoqué Robert Badinter en introduction de l'un de nos colloques sur ce thème en 2022. Car la démocratie n'est pas seulement une élection, elle repose sur d'autres grands principes, au premier rang desquels les droits et libertés. Sans celles-ci, point de démocratie.

À lire aussi [Comment les régimes autoritaires attendent Macron au tournant](#)

À plus long terme, comment lutter efficacement contre l'ancrage des extrêmes ?

Par l'éducation, bien sûr. Et en particulier l'éducation civique, qu'il faut largement repenser et renforcer pour que les élèves, du primaire au supérieur, s'approprient mieux la définition de la démocratie, bien au-delà du simple vote. Pour qu'ils puissent aussi mieux comprendre jusqu'où peuvent mener l'antisémitisme, les racismes et la xénophobie. Pour qu'ils reconnaissent les mécanismes pervers d'effets de groupe, de passivité, de soumission aveugle à l'autorité, de boucs émissaires. Pour qu'ils s'approprient la posture de citoyen, celle du dialogue et du débat fondés sur la raison et le recul.

Les électeurs des partis extrémistes ne sont pas majoritairement des extrémistes eux-mêmes.

Les électeurs des partis extrémistes ne sont pas majoritairement des extrémistes eux-mêmes. Il convient donc, prioritairement dans la situation actuelle de fragilité sociétale, que les politiques publiques améliorent sans cesse leur souci pratique et leur reconnaissance des moins favorisés. De même que devraient être mieux développées et pratiquées des modalités diverses de démocratie participative en multipliant les niveaux de dialogue. Y apparaîtront en particulier de légitimes soucis sécuritaires et identitaires à débattre et à traiter avec mesure et efficacité.

Ce sont des chantiers qui ne sont évidemment pas totalement ignorés aujourd'hui, mais dont la crise actuelle doit permettre une meilleure prise de conscience pour éviter que ces questions légitimes ne menacent plus encore la paix civile et les libertés de tous.

Les formations à la citoyenneté que votre Fondation propose sont-elles appelées à évoluer après le 7 juillet ?

Nous continuerons à insister sur les engrenages individuels, collectifs et institutionnels qui peuvent conduire au pire. Qu'un gouvernement extrémiste arrive ou non au pouvoir, l'air du temps gardera trace des tensions, des peurs et de certaines idées nauséabondes. Nous devons accentuer nos formations notamment en direction des personnes en situation d'autorité, qu'il s'agisse des forces de l'ordre, des fonctionnaires et hauts fonctionnaires, des magistrats, des élus locaux et nationaux, des cadres du privé. Pour contribuer à éclairer les réponses possibles aux questionnements apparus ces derniers jours, notamment dans la fonction publique.

À lire aussi [Christophe Guilluy : « Ce mouvement des “dépossédés” est inarrêtable »](#)

Nous devons surtout, en apportant le recul de l'Histoire et des sciences de l'homme, être des acteurs d'un apaisement sociétal, d'une réappropriation de la participation individuelle et collective pour faire société démocratique. Plus que jamais, nos formations devront aider à combattre les processus antisémites, racistes et xénophobes qui sont les carburants de la brutalisation de la démocratie avec des risques accrus pour les personnes discriminées puis, par cercles concentriques, vers tous les citoyens.

Nous voyons comment les violences racistes et xénophobes se diffusent depuis quelques jours, annoncées comme toujours par une explosion des actes antisémites, thermomètre des pathologies sociales. Nous devons continuer, par notre travail de recherche et de formation, à être des lanceurs d'alerte et des vigies des principes républicains et démocratiques, ceux de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

À ne pas manquer

- **Alain Chouraqui : « Les risques pour la démocratie ont été multipliés par 5 en 30 ans »**
- **À Aix-en-Provence, Emmanuel Macron ouvre un nouveau chantier mémoriel**